

N° de la rubrique	Intitulé de la rubrique LSE	Caractéristiques du site existant	Caractéristiques du site avec projet
2.1.5.0	<p><b>Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol.</b></p> <p>La surface totale du site, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le site, étant :</p> <p>1. Supérieure ou égale à 20 ha <b>(A)</b></p>	<p>La superficie imperméabilisée du site correspond à</p> <p><b>212 000m<sup>2</sup> (21,2 ha)</b></p> <p><b>Autorisation (A)</b></p>	Pas de modification

**Le projet ne modifiera pas la situation du site au regard de la nomenclature IOTA (rubriques 1.1.1.0, 2.1.5.0 et 3.2.2.0 de la nomenclature IOTA).**

Le projet n'est pas visé par les éléments demandés à l'article D.181-15-1 du Code de l'environnement. En revanche, le dossier doit être complété par les éléments demandés à l'article R.181-14 du Code de l'environnement, notamment :

- l'étude d'incidence du projet sur l'eau et les milieux,
- l'analyse de compatibilité du projet avec :
  - le SDAGE Artois-Picardie,
  - le SAGE Marque-Deûle.

Ces compléments sont intégrés dans la **Volet n°4 - Etude d'Impact**.

## 5.7. Quotas de gaz à effet de serre

Le site actuel ne constitue pas une activité à l'origine d'émissions de gaz à effet de serre listée à l'annexe I de la Directive 2003/87/CE du 13 octobre 2003 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre.

Le projet ne modifiera pas la nature des activités sur site.

**Le site est pas soumis à Quotas de gaz à effet de serre. Le projet impactera les quotas CO<sub>2</sub>. Le site demeurera soumis aux quotas CO<sub>2</sub> après projet.**

## 5.8. Positionnement vis-à-vis de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement

L'article R.181-46 du Code de l'environnement définit les modifications regardées comme substantielles ou non substantielles.

Le positionnement du projet vis-à-vis de cet article est détaillé en Annexe 1.

**Compte-tenu de l'ensemble des éléments étudiés au regard de l'article R.181-46 du Code de l'Environnement, Heineken considère que le projet constitue une modification non-substantielle du site existant.**